

## Actualités : juillet et août 2018

*Le Partenariat mondial pour la coopération efficace au service du développement (GPEDC) est une plate-forme multipartite dédiée à l'amélioration de l'efficacité des efforts de développement de tous les acteurs. Elle soutient la réalisation de résultats durables et des objectifs de développement durable (ODD). Le travail du Partenariat mondial repose sur quatre principes communs de coopération efficace au service du développement.*

### Prochains événements

**11 – 12 sept. :** [Redynamiser l'efficacité pour l'Agenda 2030 \(Paris, France\)](#)

**18 sept. :** [73<sup>e</sup> Session de l'Assemblée générale des Nations Unies \(New York\)](#)

**20 sept. :** [Première réunion virtuelle du groupe de discussion des chefs d'entreprise du GPEDC \(en ligne\)](#)

### Dernières actualités

#### Lancement de l'appel à contribution 2018



Le 25 juillet, le GPEDC a lancé un **appel à contribution** pour mobiliser et apprendre de l'expérience des professionnels au niveau national dans leur mise en œuvre des principes efficaces : quels opportunités et défis ont-ils rencontrés ? Quelles solutions et approches ont-ils jugées utiles ? Et dans quelles situations la progression a-t-elle été compliquée ? L'objectif est d'enrichir la base mondiale de données factuelles des bonnes pratiques, ainsi que d'aider à fournir des solutions personnalisées et pouvant être traduites en actes selon les pays et les groupes d'acteurs.

**Tous les acteurs sont invités à partager leurs ressources et ainsi à participer à cet appel public qui alimentera le [Recueil mondial des bonnes pratiques](#) et [la plate-forme de partage des connaissances](#) qui seront produits par le Partenariat mondial un peu plus tard cette année.** Les ressources peuvent être envoyées jusqu'au 30 septembre via le portail de soumission en ligne, disponible ici : <http://effectivecooperation.org/callforevidence>.

Vous pouvez consulter les indications de soumission des ressources complètes en [anglais](#), [français](#) ou [espagnol](#).

## Quoi de neuf concernant le cycle de suivi 2018 ?



À ce jour, 68 gouvernements nationaux ont exprimé leur intérêt dans la participation au [cycle de suivi 2018](#) du GPEDC. Des partenaires de développement se préparent également à cet exercice. Un guide pour les coordinateurs nationaux, un mini-guide pour les partenaires de développement, ainsi que d'autres ressources sont désormais disponibles [en ligne](#). Les nouvelles vidéos de cours du GPEDC offrent également des conseils et des instructions clairs sur la manière et les raisons de participer à l'efficacité du suivi de développement. Regardez ces vidéos [ici](#).

### Forum politique de haut niveau 2018 de l'ONU sur le développement durable :

#### Les acteurs adoptent les cadres au niveau des pays pour des partenariats résilients



Le 17 juillet, les gouvernements du Bangladesh et de la République de Corée ont animé un événement parallèle GPEDC lors du forum politique de haut niveau (FPHN) 2018 de l'ONU sur le développement durable. Cet événement a généré un dialogue axé sur les faits concernant l'utilisation de cadres institutionnels pour l'amélioration de l'inclusion d'une coopération de développement.

Des ministres du Bangladesh, de la République dominicaine et de l'Égypte, des représentants des gouvernements de Honduras et de République de Corée, des membres de la société civile ([CSO Partnership for Development Effectiveness](#)), des acteurs du secteur privé ([Center for International Private Enterprise](#)), ainsi que des institutions multilatérales (Banque mondiale) ont mené ensemble une discussion franche sur la manière dont les partenariats multipartites et au niveau national peuvent contribuer à la réalisation des ODD et comment ceux-ci pourraient être reflétés dans les examens nationaux volontaires. Pour en savoir plus, regardez l'[enregistrement de l'événement](#) ou consultez le résumé des messages clefs.

[Consultez notre blog FPHN](#) : At Home & Abroad: Korea's Ongoing Support for Effective Development Co-operation par S.E. Hyunjoo Oh, Directeur général de la coopération internationale, République de Corée

## Des ateliers des Émirats arabes unis forment des pays régionaux et des partenaires de développement au cycle de suivi 2018 du GPEDC



Le 11 juillet, le Ministère des Affaires étrangères et de la Coopération internationale des Émirats arabes unis a organisé un [atelier technique](#) de deux jours pour 26 pays régionaux et partenaires de développement, offrant des informations et une formation cruciales pour leur participation au [cycle de suivi 2018](#) du GPEDC.

Cet atelier a été l'occasion d'**établir un dialogue** entre des pays et des partenaires de développement sur les manières de renforcer leur collaboration ; de **discuter des outils** disponibles pour soutenir un engagement couronné de succès en matière de processus de suivi ; et de comprendre l'utilité des résultats suivis pour

**l'amélioration de l'efficacité de la coopération au service du développement.** Les représentants de gouvernement de l'Afghanistan, du Bangladesh, de l'Égypte, de la Jordanie, de la Mauritanie, du Pakistan, du Soudan et du Yémen ont ainsi partagé leurs expériences en matière de mise en place et de suivi des engagements pour la coopération efficace au service du développement. Apprenez-en plus sur cet événement, [ici](#).

### Mise en œuvre de notre Programme de travail

#### Résultats stratégiques 4 : L'engagement du secteur privé dans la coopération au service du développement



Sous les conseils d'un Groupe de travail multipartite sur l'engagement du secteur privé, une alliance de partenaires actifs a constitué des études de cas sur quatre pays : le Bangladesh, l'Égypte, le Salvador et l'Ouganda. Leur ligne directrice étant de déterminer comment les partenaires de développement peuvent travailler efficacement avec le secteur privé grâce à la coopération au service du développement. Les résultats de ces études de cas reposent sur 900 projets révisés, et seront très [prochainement disponibles en ligne](#).

Dans chacune de ces études de cas par pays, les ateliers nationaux discutent des recommandations de rapport avec les partenaires locaux compétents. Le premier [atelier](#) s'est déroulé en février 2018 à Dacca, au Bangladesh, avec le soutien du gouvernement et de la Chambre de commerce international du Bangladesh. Cet atelier a donné lieu à un plan d'action avec des directives de politiques pratiques en matière d'implémentation (le compte-rendu et le plan d'action sont disponibles [ici](#)). Le Ministère de l'investissement et de la coopération internationale égyptien a également organisé son propre atelier le [11 août 2018](#). Des ateliers nationaux sont également prévus en Ouganda et au Salvador pour septembre/octobre 2018.

En 2018, le Partenariat mondial s'appuiera sur ces résultats pour se développer, identifiera les enjeux principaux et facilitera les échanges pour élaborer des lignes directrices pour un engagement efficace du secteur privé grâce à la coopération au service du développement ; lignes directrices qu'il faudra établir d'un commun accord et lancer lors de la réunion de haut niveau qui se déroulera en juillet 2019.

En septembre 2018, le Partenariat mondial lancera une enquête en ligne sur les problèmes clefs identifiés à partir des études de cas. Le GPEDC organisera également un [Groupe de discussion de chefs d'entreprise](#) dont le but sera d'établir des conseils stratégiques et des directives de politique générale sur la manière d'améliorer l'efficacité et les impacts de l'engagement du secteur privé en matière de coopération au service du développement.

Pour plus d'informations et pour vous engager activement dans le travail du Partenariat mondial en matière d'engagement du secteur privé, veuillez contacter : M. Thomas Boehler ([Thomas.Boehler@oecd.org](mailto:Thomas.Boehler@oecd.org)).

### Actualités de l'Initiative du Partenariat mondial (GPI)



Le 20 juillet, AgriCord et d'autres partenaires, ont lancé la Phase II du Mécanisme forêts et paysans de la FAO à Rome. Ce partenariat multipartite, couronné de succès, fonctionne à un niveau national dans sept pays partenaires : Bolivie, Équateur, Ghana, Kenya, Népal, Vietnam et Zambie. Par ailleurs, ce projet offrira un soutien technique et des partages de connaissances à un large réseau de pays, dont la Gambie, le Guatemala, l'Indonésie, le Myanmar, le Liberia, le Nicaragua et la Tanzanie. Des informations supplémentaires sur le lancement de l'événement sont disponibles [ici](#).



Le CPDE a mené une étude sur 16 pays avec la participation de 18 CSO qui souhaitaient avoir davantage d'informations sur la mise en place des ODD à un niveau national. L'objectif de cette étude, intitulée « Civil Society Reflections on the Voluntary National Review Process and Sustainable Development Goals Implementation » est de réfléchir sur la mise en place nationale des ODD, et se concentre sur les pays ayant effectué des examens nationaux volontaires lors du Forum politique de haut niveau des Nations Unies sur le développement durable ; étudiant dans un même temps la participation CSO dans ces processus. Découvrez-en davantage sur cette étude et sur les recherches du FPHN, [ici](#). Consultez le dernier e-bulletin du CPDE, [ici](#).





L'Assemblée des membres de l'IITA 2018 a été organisée par l'UNOPS et s'est déroulée les 10 et 11 juillet à Copenhague au Danemark. Durant ces deux jours, **82 participants des trois parties prenantes de l'IITA (fournisseurs d'aide au développement, CSO et autres, et pays partenaires) ont discuté de sujets axés sur l'utilisation et la qualité des données**, entre autres. L'un des éléments clefs de cette réunion fut cependant la présentation et la discussion sur l'examen institutionnel qui a été fait durant l'année qui s'est

écoulée. Suite aux résultats et aux recommandations de l'examen indépendant, les membres de l'IITA ont décidé de la mise en place d'une structure de secrétariat IITA, gérée et menée par le PNUD, en collaboration étroite avec d'autres acteurs. Plus d'informations seront disponibles sur le [nouveau site de l'IITA](#) prochainement.



Le 6 août, le pôle ODD sud-africain a publié un article intitulé, « Implementing the Sustainable Development Goals in South Africa: Challenges & Opportunities », avec la contribution du Département des sciences et des technologies, l'Union européenne, l'Université de Pretoria et le PNUD sud-africain. Soyez parmi les premiers à le lire, [ici](#).

Pour toute question sur l'Initiative du Partenariat mondial ou si vous souhaitez en faire partie, veuillez contacter [gpis@effectivecooperation.org](mailto:gpis@effectivecooperation.org).

### On en parle sur les réseaux sociaux !



### Le Partenariat mondial lors du FPHN 2018



Le Vice-secrétaire général, Amina Mohammed, a rencontré les coprésidents du GPEDC pour discuter de la manière dont la plate-forme multipartite peut compléter le suivi mondial des ODD, ainsi que des processus d'examens tel que le FPHN 2018 [>](#)



Des délégués de haut niveau du Bangladesh, d'Égypte, de Honduras, de la République dominicaine et de la République de Corée, ainsi que des représentants du CPDE, de la Banque mondiale et du CIPE ont discuté de l'efficacité de la coopération au service du développement lors d'un événement parallèle du FPHN 2018.

Regardez l'enregistrement de l'événement, [ici](#).



Gülden-Türköz-Cosslet, Directrice adjointe du PNUD, a traité du rôle du PNUD en tant que représentant du Groupe des Nations Unies pour le développement lors du Comité directeur du GPEDC de l'événement Partnerships Exchange du FPHN 2018. Découvrez son point de vue sur la manière dont le PNUD peut offrir un meilleur soutien aux partenariats tel que le GPEDC. >

**Blogs : Leçons des professionnels du terrain**



**Investissement à impact et le secteur privé pour les ODD : l'exemple de l'Australie**

Par Rachel Mason Nunn

Fondatrice et animatrice du podcast « Good Will Hunters »

« **L'investissement à impact, utilisant des capitaux pour le bien social, a le potentiel de révolutionner l'approche de l'Australie dans la réalisation des ODD.** » L'Australie s'élève au 4e rang mondial en termes d'épargne-retraite la plus élevée, avec près de 2,6 billions de dollars australiens en pension de retraite. Gunesequera décrit cela comme un « lazy capital » (capital sans grande rentabilité) qui n'est souvent pas investi de manière cohérente avec les valeurs de l'investisseur. De tels capitaux peuvent être investis dans des organisations qui travaillent pour la réalisation des ODD, permettant ainsi un retour sur investissement positif, ainsi qu'un progrès social aussi tangible qu'observable. [En savoir plus](#)>

Traduction réalisée avec l'aide des volontaires ONU, Mélanie Wong et Melisa Laura Díaz.